

Annexe extrait du dossier loi sur l'eau :



PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Bureau des affaires foncières et de l'urbanisme

Arrêté D3-2005 n° 60

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CHOLETAIS

Création de la ZAC du Cormier n° 4

Régularisation de la ZAC du Cormier n° 3

Commune de Cholet

AUTORISATION

ARRÊTÉ

**Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code rural ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu les décrets n° 93-742 et 93-743, du 29 mars 1993, relatifs aux procédures d'autorisation prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le SDAGE approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 26 juillet 1996 ;

Vu le projet de SAGE de la Sèvre-nantaise en cours de validation ;

Vu l'arrêté préfectoral SG-BCIC n°2004-736 du 1^{er} octobre 2004 portant création du service départemental de police de l'eau ;

Vu le dossier de demande d'autorisation au titre du code de l'environnement du 26 mai 2004 de la Z.A.C. du Cormier 3 et 4 présenté par la communauté d'agglomération du Choletais ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 713 du 17 septembre 2004 prescrivant la réalisation d'une enquête publique relative à la ZAC du Cormier 3 et 4 à Cholet ;

Vu le rapport et l'avis du commissaire enquêteur du 25 novembre 2004 ;

Vu l'avis du sous-préfet de Cholet du 26 novembre 2004 ;

Vu le rapport du chef du service départemental de police de l'eau du 6 décembre 2004 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La communauté d'agglomération du Choletais, ci-après dénommée le bénéficiaire, est autorisée à réaliser les installations, ouvrages et travaux concernant la ZAC du Cormier, située sur la commune de Cholet.

ARTICLE 2 :

Les aménagements projetés relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.5.0	Installations, ouvrages, travaux, activités, conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers d'un cours d'eau	Autorisation
2.5.2-2°	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m	Déclaration
2.5.3	Ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant un obstacle à l'écoulement des crues.	Autorisation
5.3.0-1°	Rejet d'eau pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant supérieure ou égale à 20 ha	Autorisation

ARTICLE 3 :

Les eaux usées domestiques ou ayant reçu un pré-traitement les rendant compatibles avec les capacités épuratoires de la station d'épuration des 5 ponts de Cholet y seront raccordées.

La totalité des eaux pluviales transitant par les ZAC 3 et 4 seront transférées vers des bassins de rétention, permettant le stockage et le traitement des eaux avant rejet vers la Moine et après passage par les ruisseaux du Puy Gourmond et du Bodin.

ARTICLE 4 :

La ZAC du Cormier 3 et 4 comprendra les bassins de rétention qui auront comme dispositions communes :

- bassins secs,
- système de fermeture rapide permettant l'isolement d'une pollution accidentelle.

Le bassin BT 1 sera :

- muni d'un décanteur-séparateur à hydrocarbures à chaque exutoire d'entrée
- volume utile : 34 750 m³
- surface collectée : 98 ha
- débit de fuite maximal : 706 l/s (pluie trentennale)
- débit de fuite pour une pluie décennale : 441 l/s

Le bassin BT 2 sera :

- équipé d'un double orifice en sortie pour permettre une décantation efficace pour des pluies de retour inférieur à 1 mois
- volume utile : 22 100 m³
- surface collectée : 33 ha
- débit de fuite maximum : 322 l/s (pluie centennale)
- débit de fuite pour une pluie décennale : 201 l/s

Les plans détaillés des ouvrages, notamment des dispositifs de régulation des débits, devront être soumis à l'approbation de la police de l'eau avant réalisation des travaux.

ARTICLE 5 :

Un emplacement est réservé au niveau du P.L.U. afin de pouvoir créer un nouveau bassin de 14850 m³ en cas de dysfonctionnement hydraulique à l'aval du bassin BT1.

ARTICLE 6 :

Une bande enherbée de 10 m centrée sur le fil d'eau sera maintenue au niveau du ruisseau du Puy Gourmond sur sa partie amont, entre les Noires et la voie d'accès au Cormier 4, afin de maintenir l'intégralité de la zone humide existante.

Le ruisseau du Puy Gourmond sera modifié sur sa partie aval (entre la voie d'accès au Cormier 4 et la RN 249). Un nouveau lit sera créé au sein du bassin avec les caractéristiques suivantes :

- granulométrie 50/80 mm et blocs de pierre
- dispositifs en amont et aval du bassin assurant la continuité hydraulique hors événements exceptionnels
- maintien d'une bande de 5 m de part et d'autre du nouveau lit et réalisation de pentes douces.

Le ruisseau du Puy Gourmond sera réalimenté sur sa partie amont à un débit maximum de 20l/s.

L'ouvrage de franchissement du ruisseau par la voie d'accès du Cormier 4 sera conçu de manière :

- à maintenir la continuité du fil d'eau futur du ruisseau,
- à maintenir une continuité de berges (passage de la petite faune).

ARTICLE 7 :

Le rejet des eaux pluviales issues du bassin de rétention devra être compatible, pour un fonctionnement n'excédant pas les caractéristiques nominales des ouvrages de rejet, avec le respect de l'objectif de qualité du ruisseau du Bodin fixé à la classe IB en aval du rejet.

Le traitement des eaux pluviales avant rejet est assuré par passage par décanteurs-séparateurs à hydrocarbures ou décantation dans les bassins de rétention.

ARTICLE 8 :

Les installations de rejet seront accessibles aux agents assermentés au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques et devront permettre la réalisation de mesures de débits et de prélèvements représentatifs des rejets, (regards de visite, fossé à ciel ouvert, etc ...)

ARTICLE 9 :

Les bassins de rétention seront équipés de dispositifs permettant la rétention et le confinement d'une pollution accidentelle.

Ces dispositifs devront être facilement accessibles et manœuvrables à tout moment afin d'éviter le déversement accidentel de produits susceptibles d'occasionner une pollution de la rivière la Moine.

ARTICLE 10 :

En cas d'accident sur le réseau pluvial, pouvant occasionner une pollution du milieu naturel, le bénéficiaire ou le gestionnaire du réseau fera diligence pour manœuvrer le dispositif d'obturation, pour circonscrire la pollution, puis pour l'évacuer dans un centre approprié.

Toute disposition adaptée devra être prise en liaison avec les services de secours pour arrêter la progression de la pollution (écrémeurs, produits absorbants, etc...) avant qu'elle ne se répande dans le milieu naturel.

A défaut d'une intervention suffisamment rapide, en cas de déversement dans le milieu récepteur, tous les moyens de lutte de la pollution devront être mis en œuvre pour la circonscrire et la résorber (barrages, produits absorbants, écrémeur, etc ...).

Dans tous les cas, tout fait de pollution accidentelle doit être porté dans les meilleurs délais à la connaissance du service chargé de la police de l'eau.

ARTICLE 11 :

Le pétitionnaire devra vérifier et entretenir régulièrement les installations qui devront toujours être conformes au dossier de demande d'autorisation et aux prescriptions du présent arrêté.

Les ouvrages de collecte, de rétention et d'évacuation des eaux pluviales de la ZAC devront être régulièrement entretenus et curés.

Notamment :

- nettoyage et lavage régulier de la voirie,
- nettoyage au niveau des caniveaux, des grilles d'avaloirs, des avaloirs et des regards,
- nettoyage et curage du bassin de rétention (ramassage des détritiques, contrôles divers et gestion de la végétation).

Les matières de curage seront évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

Le service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques pourra demander au bénéficiaire de lui fournir le programme prévisionnel d'entretien, de le tenir informé et de justifier du devenir des boues après analyses (mise en décharge, épandage, etc...).

ARTICLE 12 :

Les travaux de construction, remblaiement, terrassement, pose des canalisations de l'agrandissement de la ZAC seront conduits de manière à éviter l'entraînement de matières en suspension et de substances polluantes vers les milieux naturels et notamment la rivière la Moine.

Les dispositions suivantes seront notamment mises en œuvre :

- stockage des matériaux en dehors des axes de ruissellement,
- mise en place de dispositifs de collecte et de rétention provisoires des eaux de ruissellement issues du chantier, notamment réalisation des bassins BT3 et BT4 dès le début des travaux,
- entretien des engins à l'extérieur du site,
- stationnement des engins dans des zones peu sensibles aux risques de pollution des eaux.

Une vigilance accrue en cas de travaux en période d'étiage sera mise en œuvre.

Le service chargé de la police de l'eau devra être informé de la date de début des travaux au moins quinze jours avant la date prévue.

ARTICLE 13 :

Les installations, objet du présent arrêté, seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et documents du dossier de demande d'autorisation non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, conformément à l'article 33 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993.

L'administration se réserve le droit d'imposer toute prescription complémentaire en application de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 :

Les agents mentionnés à l'article 19 de la loi sur l'eau et notamment ceux chargés de la police de la pêche et de la police de l'eau et des milieux aquatiques, auront libre accès aux ouvrages à tout moment.

ARTICLE 15 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 16 :


Le présent arrêté sera publié *au recueil des actes administratifs* de la préfecture.

ARTICLE 17 :

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de Cholet, le président de la communauté d'agglomération du Choletais, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Angers, le 25 JAN. 2005

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Jean-Jacques CARON

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes :

- *par le demandeur dans un délai de deux mois à compter de la notification,*
- *par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la dernière publicité (articles L. 214.10 et L. 514.6 du code de l'environnement).*

PLAN DE SITUATION

